



Au service  
des peuples  
et des nations

## **RAPPORT D'ACTIVITES**

# **Projet « Création Emplois et Revenus »**

**DEUXIEME TRIMESTRE  
AVRIL – JUIN  
2014**

Juillet 2014

Date : 25 juillet 2014

Award ID: 00056886

**Description :**

Le Projet « Création Emplois et Revenus » vise à soutenir les initiatives nationales de réduction du chômage et du sous-emploi des jeunes hommes et jeunes femmes et des femmes.

En appui à la réduction de la pauvreté et en droite ligne avec les orientations de la SCAPE et de la Politique Nationale de l'Emploi, les interventions du projet seront concentrées sur l'opérationnalisation du nouveau cadre national de promotion de l'emploi des jeunes et des femmes. L'assistance envisagée constitue un catalyseur en vue de la constitution d'une plateforme SNU d'appui à la promotion de l'emploi par le biais d'un projet conjoint rassemblant les agences du SNU (FAO, BIT, ONUDI, FIDA). La mise en place de ce guichet appui/conseil nécessite de soutenir : (i) l'harmonisation et l'intégration des initiatives via un cadre de dialogue social et le renforcement des capacités de gestion institutionnelles et des structures parapubliques ; (ii) le renforcement du partenariat public-privé pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi, et des mesures alternatives génératrices d'emplois, y compris les emplois verts et le volontariat national.

L'approche adoptée vise le fonctionnement simultané du guichet appui/conseil et du guichet de financement pour promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes via la création de micro et petites entreprises et la consolidation des initiatives existantes.

Plus spécifiquement, le projet vise à réaliser trois produits :

1. Le renforcement des capacités des jeunes et des femmes génère des initiatives d'entrepreneuriat ;
2. Une coalition nationale contribue à la promotion de l'entrepreneuriat, de l'employabilité des jeunes et des femmes ;
3. Les systèmes de financement décentralisés sont renforcés pour offrir des services adaptés aux jeunes et aux femmes vulnérables.

**Agence ou Partenaire de mise en œuvre :**

- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Ministère du développement à la Base, de l'Artisanat, de la jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBAJEJ)
- Ministère du travail, de l'Emploi et de la sécurité Sociale (MTESS)

Période couverte : Avril – juin 2014

**Section 1 : Mise en œuvre du projet**

Actualisation des risques liés au projet :	Environnement du projet et mise à jour des problèmes existants :
<ul style="list-style-type: none"><li>- Normalisation des procédures de transferts de fonds auprès des partenaires d'exécution nationaux</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Signature tardive de la convention ;</li><li>- Difficultés à convenir d'une programmation commune avec les agences onusiennes intervenant dans le domaine de l'emploi.</li></ul>

**Section 2 : Performances du projet (par produit)**

**PRODUIT 1 : Une coalition nationale contribue à la promotion de l'entrepreneuriat, de l'employabilité des jeunes et des femmes et du volontariat national**

**Description :** ce produit intègre trois composantes majeures. La première vise le renforcement des capacités institutionnelles et le développement des outils programmatiques pour assurer la mise en œuvre du dispositif national de promotion de l'emploi en faveur des jeunes, hommes et femmes, et des groupes vulnérables. Le second volet concerne l'adoption et l'opérationnalisation progressive d'un cadre de dialogue social et d'échanges entre les services publics et les opérateurs privés pour soutenir l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et jeunes femmes.



Les efforts se concentreront sur le renforcement des capacités des structures d'intermédiation sur le marché du travail une approche clientèle auprès des opérateurs économiques privés. Enfin le dernier volet concerne le soutien aux mesures alternatives d'emplois en faveur des jeunes, à travers l'opérationnalisation de l'agence nationale du Volontariat Togolais et le soutien au recrutement et au placement des volontaires nationaux.

**Objectifs du trimestre :**

- *Elaboration du plan d'actions pour l'insertion des personnes en situation d'handicap*
- *Elaboration de la stratégie de mobilisation des ressources sur le programme emploi jeunes*
- *Tenue du conseil interministériel pour la révision et l'adoption du décret sur les modalités d'agrément des agences de placement privées*
- *Adoption des statuts de la coalition nationale pour l'emploi des jeunes*
- *Renforcement des capacités des agents des structures d'intermédiation en négociation et approche clientèle*
- *Mobilisation des compétences techniques et formation des partenariats pour la mise en place de protocole d'accords public/privé*
- *Organisation d'une journée trimestrielle métier/emploi en collaboration avec les opérateurs privés*
- *Adoption du statut juridique de l'ANVT par l'Assemblée Nationale : mise en place du Conseil d'Administration et tenue de sa première réunion*
- *Elaboration des outils de gestion de l'ANVT: Manuel de procédures de gestion et plan stratégique opérationnel*
- *Recrutement, formation et déploiement des Volontaires Nationaux*
- *Poursuite de la mobilisation des candidats et des structures d'accueil*
- *Suivi et accompagnement des volontaires nationaux par les VNU (10 VNUU)*
- *Organisation de deux (2) missions de suivi & supervision des activités sur le terrain*
- *Atelier de rencontres entre les acteurs de mise en œuvre du PROVONAT*

**Produits attendus de l'activité :**

- Les capacités et les outils programmatiques pour la mise en œuvre du dispositif institutionnel de promotion de l'emploi en faveur des jeunes et des groupes vulnérables sont renforcées ;
- L'adoption des statuts de la coalition nationale pour l'emploi des jeunes permet de disposer d'un cadre de dialogue social et d'échanges entre les services publics et les opérateurs privés pour soutenir l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et des jeunes femmes;
- L'opérationnalisation de l'Agence Nationale pour le Volontariat au Togo est effective.

**Dates de démarrage et de fin de l'activité :** avril 2014 – septembre 2014

**Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :**

Concernant le développement des outils programmatiques, la DGE a procédé à l'identification du consultant chargé d'élaborer le plan d'action en faveur de l'insertion des personnes handicapées sur le marché du travail. La procédure de recrutement est en cours. Par ailleurs 700 exemplaires de la carte des potentialités d'emplois pour les jeunes et les femmes ont été effectivement édités et les TDR pour la réalisation de la tournée de vulgarisation sont élaborés.

Le consultant international recruté et dédié à l'élaboration de la **stratégie de mobilisation des ressources du programme emplois jeunes** et de la stratégie de communication n'ayant pas rempli ses obligations contractuelles. Le partenaire financier en accord avec le ministère chargé de l'emploi des jeunes a opté pour le recours à une compétence nationale pour poursuivre la tâche. Malheureusement l'appel à candidature a été infructueux après trois publications. L'activité n'a pu être conclue au deuxième trimestre 2014. Le partenaire d'exécution a sollicité l'appui du PNUD pour la mobiliser des ressources additionnelles pour le recrutement d'un consultant international. L'activité sera reprogrammée pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014.

**Activité II : L'adoption d'un cadre de dialogue social et d'échanges entre les services publics et les opérateurs privés soutient l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et jeunes femmes.**

**Produits attendus de l'activité :**

- Le cadre de dialogue social et d'échanges entre les services publics et les opérateurs privés soutenant l'insertion socio-professionnelle des jeunes hommes et jeunes femmes est adopté ;
- Le conseil interministériel pour la révision et l'adoption du décret sur les modalités d'agrément des agences de placement privées
- Une journée trimestrielle métier/emploi est organisée en collaboration avec les opérateurs privés



**Dates de démarrage et de fin de l'activité :** janvier 2014 – septembre 2014

**Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :**

Rencontre

S'agissant de la **coalition nationale pour l'emploi des jeunes**, le décret portant sa création a été adopté par le conseil des ministres le 9 juillet 2014. Les réflexions ont été engagées entre le ministère chargé de l'emploi des jeunes, l'ANPE et le PNUD afin de réaliser au profit des membres du secrétariat permanent de la coalition un voyage d'échange dans un pays ayant une bonne expérience en matière de développement du cadre de partenariat public-privé. Ce voyage est prévu au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014.

Concernant l'organisation du **conseil interministériel pour la révision et l'adoption du décret sur les modalités d'agrément des agences de placement privées**, les membres du conseil n'ont toujours pas été nommés à ce jour et la Direction Générale de l'Emploi n'a pas présenté de calendrier pour tenir effectivement l'activité.

L'Agence Nationale pour l'Emploi a soumis effectivement les termes de référence conformément aux objectifs du plan de travail annuel et les fonds requis ont été mis à disposition l'organisation de deux (2) **journées métier/emploi**. Les dates effectives de l'activité doivent être fixées. La Direction Générale de l'Emploi a par ailleurs programmé des **journées d'échanges et d'information autour du thème « protection de l'emploi et des travailleurs de la zone franche au Togo »**. Les termes de référence ont été validés et les ressources mises à disposition. La date effective de l'activité est prévue pour le mois d'août 2014.

Les termes de référence élaborés par l'**Observatoire de l'Emploi pour la collecte des données** sur les emplois créés par la mise en œuvre des projets et programmes du gouvernement au cours de l'année 2013, ont été soumis et validés. Les ressources allouées ont été mises à disposition du partenaire d'exécution et l'activité devrait être finalisée d'ici septembre 2014.

**Activité III : L'opérationnalisation de l'Agence Nationale pour le Volontariat au Togo est effective**

**Produits attendus de l'activité :**

- Le statut juridique de l'ANVT par l'Assemblée Nationale est adopté et le conseil d'administration tient sa première réunion ;
- L'ANVT dispose des outils de gestion appropriés: manuel de procédures de gestion et plan stratégique opérationnel
- Le soutien au recrutement, à la formation et au déploiement des Volontaires Nationaux est effectif
- L'accompagnement et le suivi des volontaires nationaux des Nations Unies est effectif
- Une mission de suivi & supervision des activités sur le terrain est assurée

**Dates de démarrage et de fin de l'activité :** janvier 2014 – mars 2014

**Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :**

Afin de pérenniser les acquis du PROVONAT et assurer une gestion plus efficace et pérenne du volontariat national, il a été initié le processus de rectification de l'ancien projet de loi instituant le volontariat et confiant sa gestion à un programme. Ce projet de loi rectificative a été adopté en décembre 2013 par le Conseil des Ministres. En date du 3 juin 2014, cette loi a été votée par l'Assemblée nationale. Sur le fond, le vote de cette loi confère désormais la gestion du volontariat au Togo à l'Agence Nationale de Volontariat du Togo dont le lancement officiel de ces activités est programmé pour le mois d'octobre 2014.

Au cours du second trimestre, les dix (10) **Volontaires Nations Unies (VNU) nationaux affectés au niveau des cinq (05) CRV** pour appuyer le PROVONAT dans la mobilisation, le suivi et l'accompagnement des volontaires nationaux sur le terrain, ont régulièrement poursuivi leurs activités et ont reçu leurs allocations de subsistance dans le cadre de l'appui au projet du PNUD.



Enfin, l'équipe du projet a tenu l'atelier de rencontre et d'échanges des responsables des centres régionaux de volontariat. L'activité a permis de faire le bilan des activités en cours des CRV, tirer les enseignements sur les pratiques et développer la réflexion sur les dispositifs la de facilitation d'insertion professionnelle des volontaires en fin de mission et les perspectives d'opérationnalisation du cofinancement du coût des volontaires par les structures d'accueil.

% d'avancement à la date de fin de l'activité : 16.87%

Critère de qualité	Date	Résultat (s) de(s) Activité(s)		
		Appréciation du Bénéficiaire	Etat des ressources affectées	Respect du délai d'exécution
Elaboration de la stratégie de mobilisation des ressources sur le programme emploi jeunes	Mai- juillet 2014	L'appel à candidature pour le recrutement d'un consultant national a été infructueux après trois relances	Paiement direct	Non respecté
Conseil interministériel pour la révision et validation du manuel de procédures pour l'obtention d'agrément pour les bureaux de placements payants	Juin 2014	Non réalisé	Non-décaissé	Non respecté
Adoption des statuts de la coalition nationale pour l'emploi des jeunes	9 juillet 2014	Décret portant création de la coalition adopté par le conseil des ministres	PM	Non respecté
Organisation d'une journée trimestrielle métier/emploi en collaboration avec les opérateurs privés	15 juillet 2014	TDR soumis par l'ANPE et la DGE. Les ressources ont été mises à disposition	6.417.200 Fcfa 13.518,96 USD	Délai non respecté.
Elaboration du plan d'actions pour l'insertion des personnes en situation d'handicap	Juin 2014	-TDR soumis et validés. Processus de recrutement en cours	Paiement direct	Mission planifiée pour août-septembre 2014
Renforcement des capacités des agents des structures d'intermédiation en négociation et approche clientèle	juin 2014	Planification d'un voyage d'étude en septembre 2014 pour les membres du secrétariat technique	Non-décaissé	Non Respecté
Mobilisation des compétences techniques et formation des partenariats pour la mise en place de protocole d'accords public/privé	juin 2014	Cette activité était conditionnée par l'adoption des statuts de la CNEJ	Non-décaissé	Non respecté
Adoption du statut juridique de l'ANVT par l'Assemblée Nationale : mise en place du Conseil d'Administration et tenue de sa première réunion	3 Juin 2014	Loi portant création de l'ANVT votée par l'assemblée nationale	PM	Respecté
Recrutement, formation et déploiement des Volontaires Nationaux	Mai-juin 2014	Activité programmée au 3 <sup>ème</sup> trimestre	PM	Respecté
Poursuite de la mobilisation des candidats et des structures d'accueil	Mai – juin 2014	Activité continue	PM	Respecté



Suivi et accompagnement des volontaires nationaux par les VNU (10 VNNU)	Avril-Juin 2014	Réalisée au niveau des CRV	37.401 USD	Respecté		
Atelier de rencontres entre les acteurs de mise en œuvre du Provonat	ND	Atelier tenu à Atakpamé	PM	Respecté		
Résumé financier : activité I – Renforcement des capacités institutionnelles						
Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
71300	04000	00012	PNUD	12 000	-	12 000
71200	04000	00012	PNUD	10 000	-	10 000
Résumé financier : activité II – Coalition nationale pour l'emploi des jeunes						
Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
72100	04000	00012	GVT	43 000	-	43 000
71300	04000	00012	PNUD	25 000	-	25 000
Résumé financier : activité III – Opérationnalisation de l'ANVT						
Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
74200	04000	00012	GVT	16 700	-	16 700
71300	04000	00012	GVT	20 000	-	20 000
71500	04000	00012	PNUD	95 000	37 401	57 599

## PRODUIT 2 : Le renforcement des capacités des jeunes et des femmes génère des initiatives entrepreneuriales

**Description :** Les demandeurs d'emploi sont insuffisamment préparés pour accéder facilement au marché de l'emploi et s'insérer dans la vie active, et l'émergence et le développement d'un esprit entrepreneurial s'avère être une solution idoine. Les apports techniques et financiers viendront en appui aux structures publiques et parapubliques d'ores et déjà existantes pour soutenir la formation des jeunes et des femmes, notamment en milieu rural, sur les techniques en création et gestion d'entreprises. La maîtrise du parcours d'insertion socio-professionnel, tout comme le renforcement des mécanismes de coordination et d'exécution du Ministère en charge sont également des éléments clés pour assurer le déploiement d'une offre de services intégrés.

### Objectifs du trimestre :

- Mise en place d'une cellule d'appui à la mise en œuvre nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (CAMINA/EJ)
- Elaboration du guide méthodologie pour la maîtrise du parcours d'insertion socio-professionnelle
- Formation et suivi des promoteurs pré- et post financement (FAIEJ)
- Constitution du pool des formateurs GERME au niveau local
- Soutien à la mise en place du centre de promotion des affaires en collaboration avec la FEFA

### Produits attendus de l'activité :

- Les capacités du dispositif public et parapublic d'incitation à l'entrepreneuriat sont renforcées en faveur des jeunes et des femmes ;

**Dates de démarrage et de fin de l'activité :** avril 2014 – juin 2014

### Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :

S'agissant de la **CAMINA/EJ** cette action devant venir en appui au secrétariat permanent de la coalition qui n'est pas encore en place, elle sera reprogrammée pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres.

Le **guide méthodologique** n'a pas été élaboré mais l'ANPE se propose d'établir un partenariat avec un auteur qui a déjà élaboré un guide similaire afin d'obtenir un accord pour le multiplier et le mettre à la disposition des chercheurs



d'emploi. la Direction générale s'est proposée sur cette activité de conduire des journées de sensibilisation et d'informations à l'égard des jeunes demandeurs d'emplois sur «*les exigences des employeurs dans les métiers porteurs : TIC, BTP et L'agro-industrie*». Les termes de référence ont été transmis et validés et les ressources prévisionnelles ont été mises à disposition de la DGE. Par ailleurs, le BIT a donné son accord pour mobiliser des experts pour la **formation des formateurs sur l'approche GERME**. La mise à disposition des ressources est effective. Mais l'exécution de l'activité accuse un retard de près de un (1) mois. L'ANPE a engagé le processus pour mobiliser les ressources financières nécessaires pour l'acquisition des malles.

Le FAIEJ a effectivement formé et accompagné au cours de ce deuxième trimestre au total **100 jeunes entrepreneurs dans le domaine des emplois verts**. La demande de remboursement de l'activité a été soumise et est en cours de traitement. Les 400 autres jeunes hommes et femmes seront formés en août 2014 sur **les techniques de création et gestion d'entreprise**. La demande de mise à disposition des ressources a été validée et les fonds ont été transférés au FAIEJ. L'activité devrait se tenir en août 2014. L'activité intégrera également celle de la DGE, relative à l'introduction et la présentation de la **carte sur les potentialités d'emplois pour les jeunes et les femmes**, lors des formations dispensées par le FAIEJ. La prestation de service a été gérée par la DGE et soumise à l'attention du PNUD le 11 juin 2014. Toutefois, le processus d'achat n'a pu être validé qu'en juillet 2014, suite à l'obtention des pièces justificatives, conformément aux règles et procédures en vigueur. Le document devra être disponible en août 2014.

Enfin, l'équipe de l'ANPE associée à la FEFA, Fédération des Femmes d'Affaires, avec l'appui technique du PNUD, a fournis les TDR pour procédé au pour la réalisation d'une **étude de faisabilité et l'élaboration d'un document de projet pour la mise en place d'un incubateur d'entreprises pour les femmes**. Le lancement du processus de recrutement du consultant international a été effectué et se clôturera le 04 juillet 2014.

**% d'avancement à la date de fin de l'activité : 7.61%**

Activités	Date	Résultat (s) de(s) Activité(s)		
		Appréciation du Bénéficiaire	Etat des ressources affectées	Respect du délai d'exécution
Mise en place d'une cellule d'appui à la mise en œuvre nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (CAMINA/EJ)	Mai- novembre 2014	Processus reporté sur le 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> trimestres	PM	Non respecté
Elaboration du guide méthodologie pour la maîtrise du parcours d'insertion socio-professionnelle	Juin-septembre 2014	TDR en cours d'élaboration. Activité programmée pour le 3 <sup>ème</sup> trimestre. Mise à disposition des ressources auprès de la DGE	1.695.000 Fcfa (3.514 USD)	Non respecté. Activité des journées de sensibilisation reportée sur août 2014 et ressources à justifier.
Formation et suivi des promoteurs pré- et post financement (FAIEJ)	Mai 2014  juillet 2014	La formation après de 100 jeunes a été réalisée sur les emplois verts. Mise à disposition des ressources en cours pour la formation 400	Non-décaissé  19.281.470 Fcfa 39.973,44 USD)	Délai respecté. Demande de remboursement en cours de traitement.  Mise à disposition effective pour la formation des 400 jeunes. Activités planifiées pour août 2014.



		jeunes H/F				
Constitution du pool des formateurs GERME au niveau local	Juin 2014	Processus de mobilisation des ressources en cours. Mise à disposition des ressources effective	7.718.850 Fcfa 16.282,64 USD	Activité réalisée en collaboration avec le BIT et selon les disponibilités de l'expertise souhaitée. Délai non respecté. Activité reportée sur août 2014. Ressources à justifier.		
Soutien à la mise en place du centre de promotion des affaires en collaboration avec la FEFA	Juin-juillet 2014	TRD validés. Lancement de l'appel à candidature.	Paiement direct	Processus de recrutement en cours. Activité programmée pour août-septembre 2014		
Résumé financier : activité I – Capacités entrepreneuriales des jeunes et des femmes						
Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
71300	04000	00012	PNUD	20 000	-	20.000
72100	04000	00012	GVT	90 000	-	90.000
74200	04000	00012	GVT	9 000	9 064,91	-64.91

### PRODUIT 3 : Les SFD et le FAIEJ sont renforcés pour offrir des services adaptés aux jeunes et aux femmes vulnérables.

**Description :** Le PNUD appuiera le développement de la finance inclusive en partenariat avec le Fonds d'Equipeement des Nations Unies (UNCDF). Il s'agira à terme d'asseoir avec le Fonds National de Finance inclusive (FNFI) et les autres prestataires de services financiers intervenant sur le secteur tel que le FAIEJ, un dispositif de financement de proximité dans les zones opérationnelles en vue de développer les micro- et petites entreprises.

#### Objectifs du trimestre :

- Soutien à la professionnalisation et au renforcement des capacités de la Direction de la Promotion de la Finance Inclusive (DPFI) et des Organes du Fonds national de Finance Inclusive (FNFI : recrutement du conseiller technique, visites d'échanges techniques des directeurs centraux, opérationnalisation de l'agence de Kara ;
- Lancement du processus diagnostic et de l'exercice MAP ;
- Effectuer une étude pour la mise en place du mobile banking ;

#### Activité I : Les capacités des structures de financement décentralisées sont renforcées

**Dates de démarrage et de fin de l'activité :** avril 2014 – juin 2014

#### Rapport d'avancement à la date de fin de l'activité :

A proprement parler aucune activité programmée n'a pu être réalisée au cours du deuxième trimestre au niveau du FNFI.

Toutefois, la mise à disposition des ressources a été engagée pour trois activités à savoir, les **voyages d'étude des cadres techniques du FNFI au Bénin et en République Démocratique du Congo**. Les dates sont programmées pour juillet 2014 pour un montant global de 18.461 USD. Les fonds dédiés à l'équipement de la Direction de Promotion de la Finance Inclusive, ont été mis à profit pour soutenir **l'appui institutionnel et assurer l'ouverture de l'agence de Kara qui sera dotée en équipements** informatiques, bureautiques et électriques à hauteur de 30.000 USD. Les prestations de service de l'agence devraient débuter d'ici août 2014.

4



Enfin, considérant le retard accusé dans le recrutement et la prise de fonction du Conseiller technique national, le FNFI a sollicité avec l'accord préalable du PNUD et UNCDF, que le **reliquat budgétaire, soit mis au profit de l'étude pour l'acquisition du Système d'Information de Gestion (SIG) du FNFI** et plus spécifiquement pour la prise en charge des frais de mission (estimé à 8 millions de FCFA soit 17.000 USD) de l'expert en SIG choisi par le FNFI en étroite collaboration avec la BCEAO pour appuyer les Autorités togolaises dans le cadre de la sélection du SIG du FNFI. Cette activité sera effectivement initiée au 3<sup>ème</sup> trimestre.

Par ailleurs, les termes de référence relatifs à l'étude sur le **Mobile Banking** ont été élaborés et validés conjointement avec UNCDF. Ce dernier confirme la disponibilité de l'expertise et suggère de réaliser une étude d'opportunité qui débutera lors de la mission UNCDF programmée pour fin août 2014. S'en suivra le partager des résultats lors d'un atelier puis l'élaboration d'un plan de travail sur le Mobile Banking au Togo, à l'attention du Comité Technique Interministériel (CTIM) déjà mis en place à cet effet.

A noter que les frais réguliers d'assistance technique et de gestion relatifs à l'unité d'appui sont en cours d'engagement.

**% d'avancement à la date de fin de l'activité : 10.8%**

Activités	Date	Résultat (s) de(s) Activité(s)		
		Appréciation du Bénéficiaire	Etat des ressources affectées	Respect du délai d'exécution
<i>Soutien à la professionnalisation et au renforcement des capacités de la Direction de la Promotion de la Finance Inclusive (DPFI) et des Organes du Fonds national de Finance Inclusive (FNFI : recrutement du conseiller technique, visites d'échanges techniques des directeurs centraux, opérationnalisation de l'agence de Kara ;</i>	<i>Juin-juillet 2014</i>	<i>Mise à disposition des ressources pour la réalisation de deux (2) voyages d'études au Bénin et en RDC</i>  <i>Dotation en équipement de l'agence de Kara. Mise à disposition effective des ressources</i>	<i>8 905 064 Fcfa (18.461 USD)</i>  <i>14.300.000 Fcfa (29 646,09 USD)</i>	<i>Délai non –respecté pour le recrutement du CTN. Reliquat budgétaire mis à profit de l'étude SIG. Activités en cours d'exécution et ressources mises à disposition. Les justifications sont attendues pour un montant global de 48.107 USD</i>
<i>Lancement du processus diagnostic et de l'exercice MAP ;</i>	<i>Juin- décembre 2014</i>	<i>Exercice reporté sur le troisième trimestre</i>	<i>ND</i>	<i>Non respecté. mobilisation des ressources insuffisantes</i>
<i>Effectuer une étude pour la mise en place du mobile banking</i>	<i>Juin- septembre 2014</i>	<i>TDR validé et expertise disponible</i>	<i>Non-décaissé Paiement direct</i>	<i>Mission planifiée du 25 août- octobre 2014</i>

**Résumé financier : activité I – Les capacités des structures de financement décentralisées sont renforcées**

Account	Fund	Donor	Agent de Mise en œuvre	Budget USD	Dépenses	Balance
72100	04000	00012	PNUD	20 000	-	20 000
71400	04000	00012	PNUD	66 000	20 098,7	45 901,3
71600	04000	00012	PNUD	40 000	-	40 000
72200	04000	00012	PNUD	30 000	-	30 000
71200	04000	00012	PNUD	30 000	-	30 000

## 1. Rapport d'avancement

Malgré certaines contraintes évidentes, quelques avancés ou résultats pertinents ont été enregistrés sur certains produits. L'adoption du décret portant création de la Coalition Nationale pour l'Emploi des Jeunes et le vote de la loi portant création de l'Agence Nationale de Volontariat au Togo, permettent de disposer des préalables pour la



poursuite des activités et l'atteinte de certains objectifs clés du plan de travail 2014. L'exercice du MAP portant sur l'étude diagnostique de l'offre financière reste contraint par la mobilisation effective des ressources additionnelles auprès des fonds publics et des partenaires techniques et financiers et.

## 2. Problèmes et difficultés rencontrés

Des contraintes ont été relevées dans la mise en œuvre des actions du PTA. Entre autres :

- L'adoption tardive du décret sur la coalition nationale pour l'emploi des jeunes
- Le vote tardif de la loi sur l'ANVT ;
- Difficultés rencontrées pour la soumission des requêtes de financement et l'application des procédures de passation de marché selon les règles en vigueur
- Difficulté à mobiliser une compétence nationale pour l'élaboration de la stratégie de mobilisation des ressources pour le programme emploi jeunes ;
- Difficulté de coordination et de concertation entre les partenaires concernés par le PTA.

## 3. Risques possibles

Le retard observé dans l'exécution de certaines activités pourrait pénaliser l'atteinte effective des résultats. Etant donné que le pays est à la veille d'une année électorale, la mise en œuvre de certaines activités risque d'être perturbée au cours des derniers trimestres de l'année 2014.

Le taux d'exécution effectif à la fin du second trimestre est de l'ordre de 9%. L'engagement tardif des activités pourrait contraindre l'allocation effective des ressources sur certaines activités et requérir une révision budgétaire à la baisse d'ici la fin du troisième trimestre si les résultats ne s'avèrent pas probant.

## 4. Signatures

For the project management : **Ministère du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes**

Name : **Yawotse VOVOR**

Titre : **Le Directeur de Cabinet**

Signature :

Date : **18 AOUT 2014**

For the project management : **Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale**

Name : **BOTICHEY R. Apiech**

Titre : **Directeur Général Emploi**

Signature :

Date : **21/08/2014**

For UNDP :

Name : **Khardiata Lo N'Diaye**

Titre : **Représentante Résidente du PNUD**

Signature :

Date :

**10 SEP 2014**